

ACTUALITE

Libye : la guerre des deux NOCs

La situation en Libye est marquée depuis quelque temps par une très grande confusion et ce mot est faible. Il y a en effet dans ce pays depuis 2014 deux gouvernements, deux parlements et deux **ministères du Pétrole**. Parmi les piliers de la souveraineté nationale libyenne qui ne faisaient pas l'objet de cette étrange duplication figuraient encore tout récemment la **National Oil Corporation of Libya** (NOC) et la **Banque Centrale de Libye** (BCL).



Si c'est toujours le cas à ce jour pour la banque centrale, la NOC, bien connue et respectée dans les milieux pétroliers internationaux, est à son tour devenue la victime de la désintégration du pays, dont elle est à la fois une conséquence et une cause. Basé à Tobrouk et dirigé par M. Abdallah al-Thinni, le gouvernement reconnu par la communauté internationale (**Fajr Libya**, une coalition de groupes islamistes qui a pris le contrôle de la capitale Tripoli au cours de l'été dernier, a constitué de son côté un gouvernement) a créé "sa" compagnie pétrolière nationale qu'il a appelé NOC... [le point de départ a été la branche orientale de la NOC].

Conflit et rente pétrolière

On comprend aisément la logique de cette création. Le pétrole est vital pour l'économie libyenne et le gouvernement de M. al-Thinni ne peut accepter que son rival à Tripoli bénéficie de la manne pétrolière même si celle-ci n'est plus ce qu'elle était du fait de l'impact de la guerre civile sur les opérations pétrolières, du départ des firmes étrangères et de la chute des prix du brut. Après l'apparition de la NOC numéro deux (en termes chronologiques), l'étape suivante a été de demander aux compagnies étrangères de lui acheter du pétrole qui serait exporté à partir de l'est du pays et des terminaux qui sont sous le contrôle de Tobrouk via cette nouvelle entité et de ne plus traiter avec la NOC numéro un. Comme la banque centrale est aussi à Tripoli, le gouvernement reconnu par la communauté internationale a ouvert un compte aux **Emirats Arabes Unis** afin que les acheteurs d'une partie du pétrole libyen puissent régler leurs importations de brut sans passer par la case BCL.

Face à ces évolutions, la NOC numéro un a souligné, via son conseil d'administration, qu'elle est une entité neutre et qu'elle n'obéit pas à des directives de Tripoli ou de Tobrouk. Elle a rappelé que ses objectifs étaient de gérer la capacité de production existante, de maximiser les recettes d'exportation et de garantir les livraisons de produits raffinés à l'ensemble de la population. Toutes ses recettes sont versées sur un compte à la BCL.

Au-delà des "jeux" politiques et de la volonté de contrôler la rente pétrolière, donc les exportations de brut, l'impact de cette guerre des NOCs est évidemment désastreux pour le pays. Pour les compagnies pétrolières, qui sont habituées à traiter avec la NOC numéro un et avec la BCL, les décisions récentes évoquées ci-dessus augmentent les incertitudes et les risques, pourtant déjà très élevés en Libye. Dans un climat de conflit, il est toujours très délicat de sembler prendre parti en faisant des affaires avec un camp ou un autre, même si l'un d'entre eux bénéficie d'une reconnaissance internationale. De plus, les affrontements entre les deux gouvernements et les forces qu'ils contrôlent (plus ou moins), le rôle de nombreuses milices qui ont compris que les armes leur permettent d'exercer

un chantage à la production ou à l'exportation de pétrole en échange d'argent, d'emplois ou de concessions politiques et la montée en puissance de l'**Etat islamique** rendent très risqué l'enlèvement de pétrole à tel ou tel terminal. Les champs pétroliers et les infrastructures énergétiques n'échappent pas au conflit. Enfin, la situation politique et en matière de sécurité est par ailleurs très mouvante, ce qui complique encore les choix industriels. La production de pétrole a oscillé **entre 500 000 et 600 000 barils par jour** au cours des dernières semaines.

L'ONU à la rescousse

Dans ce contexte, les **Nations unies** poursuivent leurs efforts - méritoires - pour tenter de parvenir à un gouvernement d'unité nationale. Cet activisme diplomatique a des accents de *Mission impossible* même si les parties concernées ne refusent pas formellement cette perspective. Elles avaient même conclu au début de cette année un accord en ce sens sous l'égide de l'ONU. Au regard de la situation actuelle sur le terrain, leur volonté politique de mettre en œuvre cet accord n'apparaît cependant pas évidente.

Il reste à voir si l'effondrement et la fragmentation du pays et la montée en puissance des radicalismes, qui pourrait menacer les deux gouvernements, les conduiront à franchir le pas de l'union nationale. Sans cela, la Libye continuera à s'enfoncer dans un gouffre dont on ne voit pas le fond.

Francis Perrin

L'Iran demande à l'OPEP de se préparer à lui faire de la place sur le marché pétrolier international

Les prix du pétrole ont augmenté depuis le creux atteint au cours du premier trimestre (vers 9 heures, heure de Paris, le 30 avril au moment de la rédaction de cet éditorial, le prix du **Brent** pour le contrat de juin 2015 frôlait les **\$66 par baril** sur **ICE Futures** à Londres alors que le **West Texas Intermediate** était proche de **\$59/b**) mais ils restent très bas au regard de la zone de \$100-110/b que le monde a connue entre 2011 et la fin du premier semestre 2014. Dans ce contexte difficile pour les pays producteurs et exportateurs de brut, le compte à rebours a commencé pour l'**OPEP**, dont la prochaine Conférence ministérielle (très attendue) est prévue le 5 juin à Vienne.

Lors de sa dernière réunion ministérielle, le 27 novembre 2014 (voir Actualité dans le PGA du 1.12.2014), l'OPEP, divisée, donc impuissante, avait décidé de ne rien décider, c'est-à-dire de maintenir son plafond de production de **30 millions de barils par jour** face à la chute des prix qui avait débuté au cours de l'été dernier. Cette division et cette absence de réaction allaient contribuer à accélérer la baisse des cours.

L'enjeu de la Conférence de l'OPEP en juin

Depuis le début 2015, certains pays membres de l'OPEP, notamment l'**Algérie**, ont engagé des manœuvres diplomatiques en vue de tenter de rapprocher les points de vue au sein de l'organisation et, également, entre l'OPEP et certains, ou plusieurs, Etats non-OPEP. Rien ne garantit que ces efforts débouchent sur un résultat concret au cours des prochaines semaines. Mais, en plus des difficultés actuelles auxquelles est confrontée l'OPEP, un autre "problème" est en train d'émerger et il a pour nom l'**Iran**.

Après l'accord de Lausanne entre Téhéran et les 5+1 (voir Actualité dans le PGA du 1.4.2015), l'Iran peut espérer, sous réserve de la conclusion d'un accord définitif sur son programme nucléaire d'ici à la fin juin, obtenir la **levée des sanctions** internationales et occidentales qui pèsent lourdement sur son économie et son secteur des hydrocarbures. La question du calendrier de cette levée n'est pas réglée et constitue d'ailleurs un sujet délicat dans les négociations entre les deux parties. Mais le **ministère iranien du Pétrole** et la **National Iranian Oil Company (NIOC)** font l'hypothèse que ces difficultés seront réglées et se préparent à la réintégration de l'Iran sur les marchés pétroliers et gaziers mondiaux.

L'agence officielle *Shana* a récemment rappelé que l'Iran exportait il y a quelques années jusqu'à **2,5 millions de barils par jour** de pétrole et que, du fait des sanctions (notamment de l'embargo européen imposé en 2012), ces livraisons à l'étranger sont tombées à **1 Mb/j**. *Shana* a donc souligné que l'Iran entendait récupérer ses parts de marché et augmenter à l'avenir ses exportations de **1,5 Mb/j**. Dans un marché déjà marqué par un excédent de l'offre sur la demande, cette revendication n'est pas de bon augure pour l'OPEP et pour les producteurs non-OPEP.

L'Iran veut retrouver les parts de marché qu'il a perdues du fait des sanctions

La position de l'Iran est tout sauf surprenante. Téhéran avait prévenu que, s'il pouvait se débarrasser de sanctions "*injustes et cruelles*", il ferait ce qui est en son pouvoir pour attirer à nouveau les grandes compagnies pétrolières et augmenter ses capacités de production et d'exportation de pétrole et de gaz. Nous avons été privés, du fait des sanctions, de nos parts de marché et nous entendons les reprendre, a-t-on expliqué à plusieurs reprises en Iran. Soit l'OPEP nous fait de la place, soit il y aura une guerre des prix, ont ajouté les mêmes sources. Le message est clair même s'il n'est pas du tout sûr que Téhéran ait forcément les moyens de sa politique.

Tout récemment, le ministre du Pétrole, M. **Bijan Namdar Zanganeh**, a suggéré que l'OPEP baisse sa production de 5% pour permettre à l'Iran d'accroître la sienne sans impact trop négatif sur les prix. Selon l'**Agence Internationale de l'Energie (AIE)**, la production de brut de l'OPEP était de **31 millions de barils par jour** en mars, contre 30,10-30,30 Mb/j sur janvier-février 2015 (l'augmentation en mars est due à l'**Irak** et à l'**Arabie Saoudite**). Sur ce total, la production de l'Iran est évaluée à **2,80 Mb/j** par l'AIE. Si l'on part du plafond de 30 Mb/j, une réduction de 5% équivaldrait à 1,5 Mb/j. Si l'on applique ce pourcentage de 5% au plafond de production moins l'Iran, le chiffre serait de 1,36 Mb/j environ.

Une telle réduction serait souhaitable dès le second semestre 2015, a expliqué *Shana*. Si l'OPEP prenait une telle décision, la fin 2015 pourrait ne pas être trop défavorable aux producteurs qui profiteraient de la **hausse saisonnière de la demande pétrolière** mondiale. De plus, la chute des prix du brut depuis l'été dernier commence à avoir un **impact sur la production de certaines catégories de pétrole à coût élevé**, y compris en termes de ralentissement pour le pétrole de schiste aux Etats-Unis, explique *Shana*. Dans ce contexte, l'acceptation de la proposition de M. Zanganeh contribuerait à préparer le retour d'un ordre pétrolier mondial d'avant les sanctions. Faute de quoi, l'OPEP devra s'habituer à vivre avec des prix du brut inférieurs à \$50/b, indique l'agence iranienne, qui est très proche du ministère du Pétrole.

Le rythme auquel l'Iran pourrait augmenter sa production et ses exportations pétrolières est sujet à débat. M. Zanganeh avait évoqué un possible doublement des exportations à **2 Mb/j** en plusieurs mois. Il y a aussi, à court terme, la question des stocks iraniens de brut qui pourraient être mis rapidement sur le marché. L'équation est complexe mais l'OPEP doit en tout cas se préparer, tôt ou (pas trop) tard, à affronter la question de la révision des quotas des Etats membres face à la volonté de l'Iran, et aussi de l'**Irak**, de faire progresser de façon très significative sa production et ses exportations. Pour cette organisation, la voie est étroite.

Francis Perrin